

Extrait du Spyworld Actu

<http://www.spyworld-actu.com/spip.php?article1553>

Les autorités étouffent le scandale d'espionnage en prévision du sommet du G8

- Renseignement - International -



Date de mise en ligne : mardi 14 février 2006

Spyworld Actu

Tout porte à croire que le Kremlin a décidé d'adoucir, en prévision du sommet du G8, le retentissement négatif qu'a eu en Occident l'adoption de la loi sur les ONG, selon le quotidien Gazeta.

La veille, le président du Conseil de la Fédération, Serguéi Mironov, a invité dans ses bureaux les chefs de certaines ONG pour leur expliquer qu'il avait analysé récemment avec les responsables du FSB les éventuelles conséquences de l'affaire d'espionnage et leur a promis de contrôler l'application de la fameuse loi et, au besoin, de "mettre en mouvement des procédures d'amendement". Enfin le chef de la chambre haute du parlement leur a promis de soutenir "toutes les initiatives tendant à accorder aux ONG un régime de faveur".

Le numéro un de la chambre haute n'a pas été le seul à proposer d'apporter une aide aux organisations non commerciales. Une initiative analogue est venue des députés de la Douma, chambre basse du parlement, concrètement du chef du comité de la sécurité, Vladimir Vassiliev. Cette rencontre n'a pas eu lieu au siège du parlement mais là où les leaders des ONG, effrayés par l'espionnage des fonctionnaires, se sentent relativement à l'aise : dans le bureau de l'ombudsman Vladimir Loukine.

"C'est curieux, on m'a invitée le même jour chez Loukine et chez Mironov. Il paraît que les dirigeants se préparent au sommet du G8 et tentent d'atténuer la réaction négative provoquée en Occident par l'adoption de la loi sur les ONG", a dit Mme Lioudmila Alexeeva, responsable du Groupe d'Helsinki de Moscou. A ses dires, les députés ont demandé aux ONG de ne pas attiser le scandale d'espionnage et ont promis, tout comme Mironov, de revoir la loi sur les organisations non gouvernementales.

"Le Kremlin veut garder ses leviers d'influence sur les organisations non gouvernementales et a initié à cet effet plusieurs rencontres de réconciliation", a déclaré le directeur général de l'Agence des communications politiques et économiques, Dmitri Orlov. De l'avis de l'expert, des membres des deux chambres du parlement ont été choisis pour jouer ce rôle parce qu'ils "évoluent sur une orbite très éloignée du centre de prise des décisions et le Kremlin ne sera pas responsable des promesses que les parlementaires pourront donner aux leaders des ONG".

L'administration du président a programmé pour mercredi une rencontre avec les représentants des organisations caritatives. On peut imaginer qu'elles vont se voir promettre, elles aussi, un régime de faveur. De toute façon avant la réunion du G8 à Saint-Pétersbourg, en juillet prochain.

Post-scriptum :

<http://fr.rian.ru/russia/20060214/4...>